

Orléans, le 30 JUIN 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

6, rue Charles de Coulomb
45077 ORLEANS CEDEX 2

Téléphone : 02 38 41 76 00

Fax : 02 38 51 83 67

E-mail : drdre-centre@industrie.gouv.fr

Internet : www.centre.drdre.gouv.fr



RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

I. Présentation de l'établissement

La société MICHELIN possède 69 sites de production au niveau mondial dont 3 centre de recherche. Le chiffre d'affaire était de 16,9 milliards d'euros en 2007 soit 9,8 % du résultat opérationnel.

L'usine MICHELIN située à Joué-Lès-Tours a pour activité principale, la fabrication de pneumatiques poids lourds (depuis 2001), réalisés à partir de « mélanges » de gommages avec des renforts textiles et métalliques. Le site emploie 1500 personnes environ.

Depuis 2000, 180 millions d'euros ont été investis sur le site lequel a subi des évolutions récentes d'activités :

- abandon de la production de pneumatiques tourisme à partir de 2001,
- productions orientées vers les produits haut de gamme,
- rapatriement des outils de production du site de Poitiers depuis 2006.

Depuis 2001, le volume d'activité du site est en augmentation et l'exploitant prévoit une poursuite de cette croissance dans les années à venir.

II. Situation administrative

Les dispositions réglementaires applicables au site sont encadrées par l'arrêté préfectoral n°17 907 du 30 mai 2006 autorisant la Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de pneumatiques.

L'arrêté préfectoral du 30 mai 2006 a fixé une valeur cible d'émission de COV à 2 g/kg de gomme produite sur la base d'une situation de référence datant de 1991.

Au 31 décembre 2007, les émissions se situent aux environs de 2,8 g/kg de gomme produite. Le ratio cible n'est donc pas atteint et ce malgré la mise en place dès 2005 d'un plan d'actions visant à atteindre le ratio d'émission spécifique précité. A noter que ce dispositif à lui seul a nécessité un budget de 807 k€ (518 k€ en 2007 et 289 k€ en 2008), au lieu des 617 k€ initialement budgétés.

Dans un courrier du 11 juillet 2006, le Ministère en charge de l'environnement avait par ailleurs invité le préfet d'Indre-et-Loire, à demander à l'exploitant de se mettre en conformité dans les meilleurs délais, en s'appuyant sur les dispositions prévues à l'article L514.1 du Code de l'environnement et en veillant à ce que l'achèvement de la mise en conformité ne dépasse en aucun cas la date du 31 octobre 2007.

Dans ces conditions, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 20 janvier 2008 :

- d'atteindre, sous 3 mois, un ratio spécifique d'émission de 2,3 g de COV par kg de gomme produite ;
- de respecter les dispositions l'arrêté préfectoral du 30 mai 2006 relatives aux émissions de COV à savoir d'atteindre la valeur cible de 2 g de COV par kg de gomme produite avant le 1er juillet 2008.

III. Evolution du site et révision du ratio d'émissions de composés organiques volatils

En réponse à l'arrêté de mise en demeure du 20 janvier 2008, l'exploitant a indiqué que l'avancement du plan d'actions susmentionné, a du être modifié pour tenir compte des évolutions du site de deux ordres.

- évolutions structurelles :
 - le site de Joué-lès-Tours a arrêté la production de pneus touristes depuis 2001 alors qu'en 1991, date de référence pour le calcul de la valeur cible de 2 g de COV par kg de gomme produite, l'usine produisait des pneus poids lourds (standards) et touristes dans des proportions égales ;
 - développement de nouveaux pneus « hautes gammes » : ces pneus de diamètre inférieur aux gammes standards permettent d'augmenter le volume utile de transport des poids lourds en augmentant la hauteur de la caisse (Cf. figure 1). Cette diminution du diamètre a du néanmoins être compensée par une augmentation de la largeur et de la résistance (vitesse de rotation plus importante) des pneus et donc par une augmentation de la quantité de solvants utilisés (surface d'avivage plus importantes, composants plus nombreux). La production des pneus poids lourds « hautes gammes » à augmenter progressivement depuis 2001 pour se stabiliser aujourd'hui à 42 % de la production du site ;

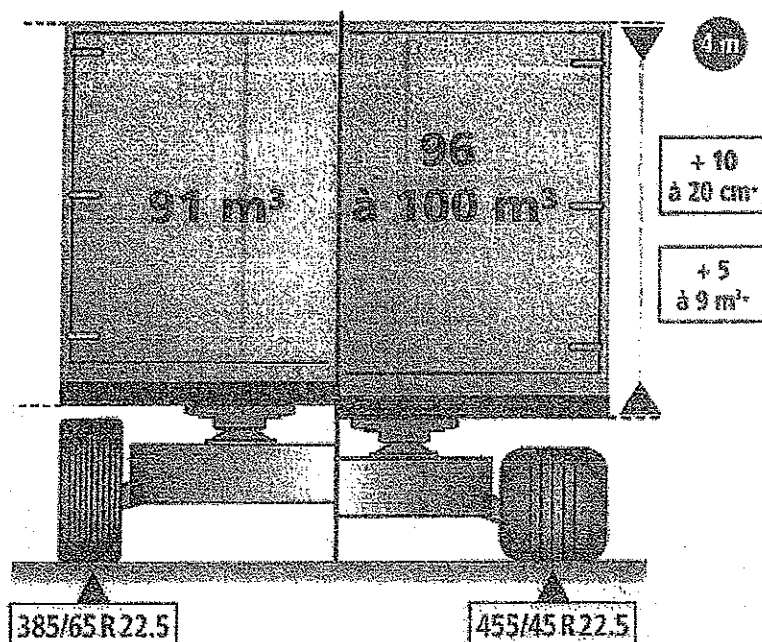


Fig1 : Illustration des gains de volume de chargement des pneus « hauts de gammes » par rapport aux gammes standards

- rapatriement des activités du site de Poitiers : il a été nécessaire d'adapter les outils de production aux dispositifs de réduction des émissions de COV mis en place à l'instar de ce qui avait pu être fait sur les machines déjà présentes sur le site (mise en place de buses de projection économes en solvants) ;
- évolutions techniques
 - adaptation nécessaire des équipements de production au gabarit des pneumatiques : en effet, le développement de produits « hautes gammes » a conduit l'exploitant à adapté ces machines en plus des actions de réduction des émissions de COV déjà engagées ;
 - évolutions techniques spécifiques au site de Joué-Lès-Tours : le site a mis en place un traitement par ionisation des rejets solvantés de deux machines d'extrusion de l'atelier préparation pour lesquelles il est possible de canaliser les rejets. Une phase de réglage a toutefois été nécessaire après son installation en novembre 2007. De même, le site a mis en place des boîtes spécifiquement dédiées à l'application manuelle de solvants qui limitent les émissions diffuses de COV. Des problèmes d'étanchéité ont cependant nécessité de modifier le prototype développé par l'exploitant. Enfin, d'autres actions de réduction élaborées sur d'autre site Michelin (kit de cohésion bloc sommet) ont du être adaptées au site de Joué-Lès-Tours (nombreux réglages, modification de pièces,...).

Aussi, de part ces différentes évolutions, l'exploitant a demandé la révision du ratio basé sur une situation de référence datant de 1991 et nous a transmis, par courrier en date du 23 mai 2008, un argumentaire technique lequel propose de fixer le ratio à 2,7 g/kg de gomme produite pour les raisons suivantes :

- arrêt de la production de pneus touristes depuis 2001 ;
- production de pneus poids lourds « hautes gammes » lesquels nécessitent plus de composants et sont beaucoup plus larges : surface d'avivage plus importante et par conséquent consommation en solvant supérieure (1,8 fois plus que pour les dimensions dites classiques), soit :
 - l'émission de COV spécifique pour la production d'un pneus standard est de 2 g/kg (calculé par rapport à la référence de 1991) ;
 - l'émission de COV spécifique pour la production d'un pneus haute gamme est de 3,6 g/kg, soit 1,8 fois plus que pour un pneu de taille standard.
- ces émissions spécifiques, rapportées au mix dimensionnel de la production actuelle du site (58 % pneus standards et 42 % pneus « hautes gammes »), permettent de calculer une émission de COV spécifique de 2,7 g/kg pour l'ensemble du site.

Dans ce même courrier, l'exploitant indique pouvoir atteindre un flux de 2,5 g/kg. Toutefois, certaines moyennes mensuelles sont susceptibles d'être supérieures à ce niveau car les conditions météorologiques, en particulier durant l'été, ont une influence néfaste sur la quantité de solvants utilisée. Dans son courrier en date du 25 juin 2008, l'exploitant s'est donc engagé à respecter une émission spécifique fixée à 2,5 g/kg en moyenne sur l'année mais pas en moyenne mensuelle.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées son intention de transmettre, à chaque début d'année, un bilan des émissions de COV de l'année écoulée ainsi qu'un état d'avancement de du plan d'actions mis en place depuis 2005.

Enfin, il convient de noter que, suite à des évolutions importantes de leurs activités, d'autres sites MICHELIN ont obtenu la révision de leur ratio d'émissions cibles. C'est le cas du site de la Roche sur Yon pour lequel l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2006 a accordé une augmentation du ratio de 65 %.

IV. Propositions de l'inspection des installations classées

Compte tenu de ces différents éléments, l'inspection des installations classées propose :

- de réviser le ratio d'émission spécifique fixé par l'arrêté préfectoral du 30 mai 2006 par les prescriptions suivantes :
 - d'un ratio d'émission annuel fixé à 2,5 g de COV par kg de gomme produite sur 12 mois glissants à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire,
 - d'un ratio d'émission mensuel fixé à 2,7 g de COV par kg de gomme produite,
- d'imposer la transmission d'un bilan des consommations en solvants et des émissions de COV au titre de l'année écoulée détaillant les quantités et les types de productions (part des pneus de catégorie standard et haute gamme notamment) ainsi qu'un état d'avancement des actions visant la réduction des émissions de COV avant le 15 février de l'année suivante.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe au présent rapport est rédigé en ce sens. Il tient compte des remarques formulées par l'exploitant sur ce projet (courrier du 25 juin 2008).

Conformément à l'article R.512-31 du titre V du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques auxquels nous proposons d'émettre un avis favorable.

Copie : DRIRE -- GS37

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Courrier de l'exploitant en date du 23 mai 2008